



## **BULLETIN N° 17**

### **20 AU 26 AVRIL 2020**

#### **Édito:**

Nous étions parmi celles et ceux qui ,hier et avant hier , alertaient sur la destruction continue de l'hôpital public, de la Sécurité Sociale. Quand nous n'étions pas raillés par les tenants du nouveau monde pour combattre la fermeture de notre hôpital ou de certains services de proximité ou malmenés ( doux euphémisme ) dans les manifestations, d'autres subissaient l'intimidation, la sanction ( licenciements ) pour avoir osé dénoncé leurs conditions de travail.

La crise sanitaire est là très nettement aggravée par le délabrement de l'hospitalisation publique . Que constatons nous ? Les mêmes réponses gouvernementales : silence dans les rangs ! taisez-vous sinon sanctions ! N'affichez pas aux fenêtres vos opinions ! Ne discutez pas vos conditions de travail ! Pendant la crise le pouvoir en place poursuit sa politique.

Nous ne pouvons qu'être très inquiets de la suite à venir. Déjà des voix s'élèvent pour encourager le gouvernement non seulement à continuer dans la même voie mais aller encore plus vite !

Dès maintenant exigeons des moyens pour protéger et la population et celles et ceux qui soignent . Des masques, du gel gratuits ! Des tests ! Et demain exigeons une autre politique pour le développement de l'hôpital public, la création d'un secteur public de médecine de premier recours autour de centre de santé géré par des associations ou des collectivités publiques.

#### **Sommaire :**

- **L'écho des comités : 2-7**
- **Hommage : 8**
- **Autres infos locales : 8**
- **International : 9-10**
- **Dossier psychiatrie : 11-13**
- **L'information en vidéo : 13**
- **Culture et santé : 14**

# L'écho des comités :

## BORDEAUX

Hôpital : on ferme ?

[l'article](#)

## BEAUMONT SUR OISE

**922 personnes ont signé la pétition pour le rétablissement immédiat de tous les services de l'hôpital de Beaumont sur Oise (95), et vous ?**

<https://www.change.org/p/emmanuel-macron-r%C3%A9tablissement-imm%C3%A9diat-de-tous-les-services-de-l-h%C3%B4pital-de-beaumont-sur-oise-95?>

## MOÛTIERS

# Collectif pour l'Hôpital de Moûtiers

HÔPITAL DE MONTAGNE

[www.hopital-moutiers.com](http://www.hopital-moutiers.com)

[collectif.hopital.moutiers@gmail.com](mailto:collectif.hopital.moutiers@gmail.com)

COMMUNIQUE du 13 avril 2020

L'association d'usagers COLLECTIF POUR L'HÔPITAL DE MOÛTIERS a organisé une réunion téléphonique de son conseil d'administration le lundi 13 avril 2020.

Il a pris connaissance du manque de moyens terribles dans les hôpitaux, à Moûtiers et ailleurs, où le personnel ne dispose pas suffisamment de masques, ni de blouses, ni de tests. Les nombreuses contaminations au COVID19 des patients et du personnel sont directement imputables à ce manque de moyens, minimisés par une hiérarchie négligeant l'expertise des agents en première ligne et niant les risques.

A défaut de pouvoir organiser son assemblée générale qui était prévue début avril, dans ce contexte de « guerre », le Collectif propose deux initiatives :

- Appeler tous ceux qui applaudissent à 20h et les autres à rejoindre le Collectif pour réclamer plus de moyens humains et financiers, un **virage à 180° de la politique de santé**, ce qui suppose d'écouter les personnels de santé et les usagers ;
- Organiser « les jours d'après » le confinement, des **états généraux de la santé** dans l'esprit du texte qui suit, écrit par notre Co-président le Dr André PRIEUR, afin d'ouvrir des cahiers de doléances dans chacune des communes et des établissements de santé du bassin de l'hôpital de Moûtiers.



« Aux armes, citoyens ! A tous les survivants de la pandémie !  
Appel du 7 Avril 2020 Journée mondiale de la santé.

Voici la première guerre mondiale infectieuse, nous ne sommes pas à l'abri dans les prochaines années d'un autre épisode.

Notre terre nous rappelle à l'ordre, nous sommes allés trop loin. Nous sommes des invités de la nature et nous devons vivre ensemble.

Halte à la pollution et aux pesticides avec conséquence une baisse de l'immunité des populations. Le ciel n'a jamais été aussi bleu.

Le réchauffement climatique est une priorité.

Quand la vague sera passée, la santé en premier lieu doit être l'affaire de tous et non pas seulement confiée à des politiques ou à des éminences grises économiques ou médicales avec un centralisme prononcé.

Depuis des décennies, la gestion comptable de la santé nous a mis dans le marasme actuel. Nous n'étions pas prêts.

Les collectifs d'usagers de défense des structures médicales l'avaient annoncé, nous y sommes !

Les témoignages abondent.

Ouvrons des cahiers de doléances avec des propositions concrètes basées sur le terrain et la connaissance des territoires, qui seront remis à la coordination nationale des comités d'usagers et à la représentation nationales : députés et sénateurs.

Le temps n'est pas à la polémique et tout doit se faire dans le cadre de la démocratie.

### **Il est temps d'organiser des états généraux de la santé dans nos communes et établissements de santé :**

Pour faire disparaître les déserts médicaux, en finir avec le numéris pour les professions de santé, remettre en cause les plans régionaux de santé.

La prévention dans la santé doit devenir une priorité. Nous devons être capable de faire face aux conflits comme pour la défense nationale. »

Dr André PRIEUR, Co-Président du Collectif Pour l'Hôpital de Moûtiers

# Les précieuses "petites mains" du COVID-42

Nous nous mobilisons dans la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de "couturières" qui ont répondu à l'appel lancé dans le cadre du partenariat : Communauté de Communes Loire Forez-Est, CPTS : Communauté Professionnelle Territoriale de Santé, CDSCHF : Comité de Défense et Soutien du CHF, le Collectif des Usagers de Défense du Service Public Hospitalier du Forez.

Nous précisons qu'un réseau est en place également sur Boën, piloté par Marilyne Grivot, membre du Comité, un à Montbrison relayé par le Collectif des Usagers de Défense du Service Public Hospitalier du Forez et un se met en place à Montrond, référente Christelle Ribes.

Encore un grand MERCI à ses femmes reliées entre elles par leur enthousiasme et leur générosité, leur désir commun d'aider leurs soignants dans cette période difficile. Elles y mettent tout leur cœur et leur énergie.

Nous remercions toutes les personnes qui participent à cette belle aventure, portée par un esprit de solidarité et d'entre-aide :

MERCI aux mairies de Rozier, Balbigny, Bussières qui se sont mobilisées pour nous aider (collecte de fournitures),

à la mairie de Feurs, point relais, pour assurer la collecte draps, tissus donnés par les bénévoles

à la maison Granjard : Mr Hervé Granjard de Panissières : don de 250 sur blouses découpées et leurs fournitures à la société Elis pour les dons de drap

réformés

à l'association Val Gangent pour le don de tissus et don de 45 sur blouses confectionnées par eux-mêmes

à la Croix Rouge, aux usagers pour les dons de draps ou tissus

à l'atelier Ghimi de Rozier, à l'atelier les Laines du Forez à Valeilles pour leur aide à la coupe de sur blouses.

Nous réaffirmons l'intérêt et la place des hôpitaux de proximité sur nos territoires dans le maillage de l'organisation sanitaire : l'hôpital de Feurs assure une offre de soins et un travail de qualité, il le montre encore d'avantage pendant cette crise en assurant la prise en charge de 44 lits COVID sur Feurs.

Pour le Comité de Défense et de Soutien du CHF,  
son président : Dr Olivier Nicolas , les membres du Comité.

## IL FAUT PRENDRE SÉRIEUSEMENT EN COMPTE LES EXIGENCES DES PERSONNELS

A plusieurs reprises, nous avons alerté les valdemarnais·e-s sur la situation des hôpitaux du GHU, au regard de la stratégie de santé peu conforme aux intérêts des personnels comme des malades.

Nous avons non seulement revendiqué l'ouverture de lits comme le bâtiment RBI, mais aussi l'urgence de mettre un terme à l'insuffisance des personnels soignants. Son ouverture avancée, en faisant appel à des renforts de province, n'a fait que confirmer nos inquiétudes.

Nous ne sommes donc pas étonnés, que celles et ceux qu'on applaudit chaque soir, lancent aujourd'hui un cri d'alarme, au vu des différentes problématiques mises en œuvre dans les services de l'hôpital Henri Mondor et plus particulièrement de réanimation.

**Aussi nous apportons tout notre soutien à l'intersyndicale CFDT-CGT-FO et SUD Santé qui a posé vendredi 17 avril dernier, un « Danger Grave et Imminent » auprès de la direction.**

Ils dénoncent les rythmes de travail imposés au sein des réanimations, considérés comme « *tout juste suicidaire* » qui auront pour conséquence « *d'épuiser définitivement des collègues déjà à bout après plus d'un mois de crise Covid* ». Des rythmes qui imposent à toute une partie des personnels travaillant en réanimation plus de 50 heures supplémentaires en 1 mois.

La direction de l'AP/HP doit entendre les demandes des personnels et mettre un terme à cette situation qui fait courir un risque majeur aux patients comme aux soignants.

S'appuyer sur la loi d'urgence, ne peut être un prétexte pour déréglementer l'organisation du temps de travail.

Le personnel du GHU paie déjà un lourd tribut à l'effort national de lutte contre le Covid19, avec 2 aides-soignants de Mondor et 1 cadre de Chenevier, malades du Covid19, en réanimation depuis plusieurs jours.

Pour toutes ces raisons, nous demandons que les revendications des personnels formulées par l'intersyndicale soient prises en considération.

**Nous et appelons tous les parlementaires et élu·e-s des collectivités territoriales, ainsi que les usagers à leur témoigner leur soutien, pas seulement à 20h, mais en le faisant savoir par des mots solidaires dans les rues, sur leurs balcons et fenêtres.**

**Contact : Dr Fabien Cohen, 0607285022,**

**Porte-parole de la Coordination de vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier/E.Roux**



DES MURS QUI PARLENT

## BERNAY

### ET UN COMITÉ QUI CHANTE

[lavidéo](#)

## COVID ET PRÉCAIRES

### Communiqué de Notre Santé en Danger pôle santé et protection sociale de la Convergence -

#### **COVID 19 : quelles solidarités pour les plus pauvres et les plus précaires ?**

La «mondialisation», c'est aussi celle des plus pauvres, des plus précaires, des sans abri, en première ligne des femmes seules avec enfants, sans oublier les étrangers et étrangères sans Papiers et déboutés du droit d'asile enfermés dans les Centres de Retention Administrative (CRA). Tous sont la proie du cyclone dévastateur COVID-19 dont l'intensité est directement liée aux politiques d'austérités menées.

Migrants, sans papiers, SDF se réfugient dans des parkings, dans des buissons, tandis que le gouvernement donne 300 milliards aux plus grandes entreprises. Comment peuvent-ils se protéger avec des services publics hospitaliers et de préventions totalement dépassés, malgré l'abnégation de ses fonctionnaires, à cause des coupes budgétaires successives.

La réalité c'est : 113 000 lits fermés, un plan de casse qui continue à Paris comme à Nancy, des associations à qui l'on ne donne même pas les moyens de pallier les manquements d'un gouvernement défaillant.

Comment se protéger quand vous êtes dans de véritables foyers épidémiologiques comme au CRA du Mesnil- Amelot en Seine-et-Marne où une catastrophe sanitaire est en train de se produire ? Comment justifier l'enfermement d'innocents, parfois jusqu'à 90 jours ? Leur liberté immédiate et contrôlée sanitaire est indispensable.

Pour les sans-abri, la Convergence exige, elle aussi, la réquisition immédiate des hôtels, des logements et des bâtiments vides.

Les protestations sur les réseaux sociaux, les solidarités locales et les applaudissements font chaud au cœur mais il faut aller plus loin : Ce qui est en cause ce sont les politiques nationale et européenne d'austérité qui mettent en péril TOUS nos services publics et TOUTES nos solidarités.

Priorité à la sécurité sociale, la protection sociale, la santé, les Services Publics, la solidarité. Toutes et tous ensemble pour le revendiquer !

Contact presse : Michèle Leflon 06 08 93 84 93 / Catherine Krmar 06 14 03 76 48

[www.convergecne-sp.com](http://www.convergecne-sp.com) [www.facebook.com/ConvergenceSP/](https://www.facebook.com/ConvergenceSP/)

# Hommage

Éric Loupiac, médecin du centre hospitalier de Lons-le-Saulnier n'est plus, il a été victime de la pénurie de matériel de protection dans son établissement et a été contaminé par le coronavirus. Exercer son métier incluait pour lui se battre pour obtenir les moyens de travailler. C'est pourquoi il était une des chevilles ouvrières du collectif de défense de l'hôpital de Lons-le -Saulnier pour réclamer le maintien de la deuxième ligne de SMUR. Il défendait les services de réanimation de proximité. L'hôpital public a perdu l'un de ses défenseurs.

La Coordination Nationale des Comités de Défense des hôpitaux et maternités de proximité présente à sa famille ses condoléances attristées. Nous veillerons avec le personnel et les usager.es du Centre hospitalier de Lons-le-Saulnier à continuer son combat.

[l'article](#)

## Autres infos locales

### LES EHPAD ET LE CORONAVIRUS

témoignages :

[la video](#)

### CORONAVIRUS ET SOIGNANTS

[Ne sommes-nous que de la chair à covid ? - Communiqué du 24 04 2020](#)

# International

## SANTE ET JUSTICE FISCALE

### Webinar 29/04 - Covid et Justice Fiscale: Comment renforcer nos systèmes de soins de santé?

Le coronavirus fait des ravages. Partout dans le monde les hôpitaux et le personnel médical luttent contre des vagues d'infections. Malgré un manque de matériel et de moyens, ils font tout ce qu'ils peuvent pour soigner au mieux les personnes contaminées.

La situation actuelle démontre que nos systèmes de santé ne sont pas du tout préparés à affronter une grande crise sanitaire. Des décennies d'économies dans les soins ont sapé notre capacité à réagir avec force au coronavirus.

Et pendant ce temps, chaque année des montants énormes disparaissent dans les paradis fiscaux à travers le monde. Cela prive les gouvernements de très grandes sommes d'argent. De l'argent qui peut être investi dans notre santé.

Au cours du webinaire « Santé et Justice Fiscale », nous allons discuter avec Carine Thibaut (CNCD – Justice Fiscale), Yves Hellendorff (Plate-forme d'action santé et solidarité et CNE) et Chiara Bodini (Viva Salud). Nous allons examiner avec eux les liens qui existent entre l'évasion fiscale et le manque de moyens pour des soins de santé publics forts, tant dans le sud que chez nous.

Modération: Hanne Bosselaers (Plate-forme d'action santé et solidarité)

Date: mercredi le 29 avril

Heure: 20h

Location: Zoom-link, après inscription

Lien pour inscriptions: [https://zoom.us/webinar/register/WN\\_IDAyIKbgTtyaX47W0lyWaw](https://zoom.us/webinar/register/WN_IDAyIKbgTtyaX47W0lyWaw)

Evenement Facebook: <https://www.facebook.com/events/564127650874837/>

## ESPAGNE Crise du système de santé et coronavirus

Il y a trop de points d'interrogation sur l'émergence du COVID-19. Parmi eux, quand et où le cas 0 est apparu. Peut-être que nous ne les éclaircirons nous jamais complètement. Cependant, s'il y a quelque chose qui est claire dans la situation provoquée par la crise du coronavirus c'est l'occasion de réfléchir à la nécessité d'une défense forte de d'un système de santé publique de qualité. Pendant toutes ces années, les problèmes du processus de privatisation ont déjà été signalés. Madrid a été l'un des territoires les plus touchés par les réductions de personnel et de ressources.

Actuellement, les centres de santé de Madrid -et d'autres communautés autonomes- sont au bord de l'effondrement, les travailleurs se plient en quatre et risquent leurs vies en raison des réductions de personnel et du manque de matériel de protection. Cela a mené à la contagion de centaines d'entre eux, avec les risques pour le bon fonctionnement du système. Dans les Urgences de nombreux hôpitaux, débordés par la situation, il n'y a pas de possibilité de séparer les malades respiratoires des non respiratoires, ce qui rend les salles d'attente des points chauds potentiels de contagion.

En attendant, des instructions envoyées par la direction de santé nous rappellent notre obligation de prendre soin de tous les patients, de maintenir l'hygiène et les services de restauration des hôpitaux, mais nous n'avons pas les

moyens de protection adéquats, contrairement aux recommandations élémentaires de santé publique et au bon sens.

Certains médecins, ainsi que d'autres travailleurs des soins de santé ou des métiers auxiliaires présentant des symptômes sont isolés dans leurs foyers. D'autres, avec ou sans symptômes, mais en contact avec des patients positifs, continuent à travailler avec les peu de moyens existants.

Souvent, il n'y a pas de tests de dépistage pour eux, malgré leur importance dans la propagation de la maladie. Mais ces tests ne manquent pas pour les politiciens de tous bords. Bien sûr, ils doivent garantir l'intérêt général et doivent être testés en premier lieu.

Quand déjà en 2005 nous protestions contre cette privatisation qui tue, beaucoup des vedettes de la télé qui aujourd'hui gueulent dans les shows pour défendre la santé publique, ont gardé un silence affreux.

Et ceux qui ont été les exécutants directs du processus de privatisation apparaissent sans pudeur, main dans la main, avec ceux qui étaient ses collaborateurs nécessaires pour dénoncer cyniquement la "privatisation du système de santé".

Aujourd'hui, comme toujours lorsqu'il y a une crise que nous n'avons pas créée, les gouvernements et les autorités demandent la compréhension et la responsabilité de la population. Celles qu'ils n'avaient pas eues lorsqu'ils ont signé les lois de privatisation, les licenciements des milliers de travailleurs du secteur ou l'amortissement des postes de ceux qui prenaient leur retraite. Oui, ces mêmes personnes qui ont réduit des milliers de lits d'hôpitaux dans les services publics de santé pour ouvrir des hôpitaux privés, nous ont donc laissé un système de santé affaibli, où les services spécialisés et les urgences ont moins de capacité qu'il y a 15 ans pour répondre efficacement à une crise sanitaire de cette envergure.

Nous avons répété une et mille fois que la santé n'a ne pouvait jamais être une affaire et les managers rigolaient et s'en fichaient de nous. Personne ne rigole aujourd'hui, car c'est aujourd'hui que nous en récoltons les fruits.

À ce stade, nous ne devons pas oublier que aux chiffres de mortalité des patients qui meurent directement à cause du COVID-19, nous devons ajouter le taux de mortalité indirecte, c'est à dire: tous ceux qui sont peut-être en train de mourir faute d'une réponse rapide à cause d'un système de santé qui, dans certaines parties de l'État, s'effondre. Les crises cardiaques, ictus, accidents, etc. ne sont pas traités dans certains centres avec la célérité nécessaire. Le système est surchargé et l'érosion provoquée par deux décennies du processus de privatisation devient palpable maintenant.

Entretemps les experts débattent sur ce qu'il faut faire. Mais, en l'absence d'un vaccin ou d'un traitement pharmacologique, il semble qu'il ne nous reste pas beaucoup à faire, sauf rester calmes, garder rigoureusement l'isolement dans nos domiciles, appliquer les règles d'hygiène les plus strictes et protéger les personnes les plus susceptibles de mourir, voire les personnes âgées et les malades chroniques.

Finalement, le personnel sanitaire n'a pas besoin d'être remercié pour faire son travail de la même façon qu'il n'a pas besoin des applaudissements massives télévisés.

Nous devons aller plus loin et, une fois cette crise finie, abolir la loi 15/97 et toutes les règles qui ont légitimé la privatisation et le démantèlement du système public de santé, le sauvetage des centres de santé privatisés et maintenir les soins de santé publics en dehors du profit, malgré l'opposition des politiciens et des hommes d'affaires. Et cela ne pourra se faire qu'avec une bonne organisation et des mobilisations massives. Nous y sommes pour notre vie.

**Le coronavirus tue, la privatisation aussi.**

# PSYCHIATRIE ET CORONAVIRUS

## REIMS - 51

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/marne/reims/coronavirus-reims-folle-circulation-du-virus-inquiete-soignants-ils-ne-renoncent-pas-1820232.html?>

## ROUVRAY - 76

*Chasse aux lanceurs d'alerte à l'hôpital psychiatrique ?*

[l'article](#)

## VINATIER

Action coup de poing, le 23 avril, d'une centaine de personnels du Vinatier avec les syndicats CGT et FO suite à l'annonce par la direction des fermetures d'unités. Nous ne laisserons pas passer sous silence ces restructurations sur le dos de la crise. Aujourd'hui encore plus qu'hier tous solidaires pour sauver la psychiatrie publique. Nous ne sommes ni des héros, ni des soldats !

<https://www.facebook.com/cgtvinatier>

Au total, ce seraient environ 120 lits de psychiatrie de fermés.

Nous revendiquons :

- Le maintien de toutes les unités sur les pôles Ouest et PSYPA
- L'engagement de la direction que toutes les unités déjà fermées pendant cette crise soient rouvertes dès que les patients en auront besoin (la direction ne s'engage qu'à la réouverture en fin de crise)
- le retrait du plan de 10 millions d'économie (les suppressions de postes, les fermetures d'unités)
- La stagiairisation de tous les contractuels. C'est la moindre des choses pour tous les contractuels qui auront participé à gérer la crise
- Le maintien des RTT et primes pour les réservistes, les personnels en éviction. Pas de chantage, pas de pression, les personnels doivent être sereins
- L'embauche de personnels

**300€ par mois d'augmentation de salaire pour tou.te.s immédiatement, une prime ne suffira pas**

**CHSCT EXTRAORDINAIRE 17 AVRIL****épidémie Covid-19 et protection du personnel**

Le CHSCT a été convoqué dans le cadre d'une « réunion extraordinaire » demandée par notre organisation CGT. Il était en effet important que les mesures prises ou à prendre dans le cadre de l'épidémie Covid-19 soient entérinées par une instance officielle de l'établissement. Cette réunion extraordinaire en inaugurerait d'autres puisqu'elle a décidé que chaque semaine aurait lieu un CHSCT. Ceci nous donne l'occasion de réitérer notre invitation aux personnels de l'établissement à nous faire remonter tous les problèmes que vous rencontrez aux militants CGT du CHSCT dont les coordonnées sont en fin de tract. Vos informations sont une donnée capitale pour évoquer et résoudre les problèmes dans vos services respectifs.

**LA QUESTION DES MASQUES** : La question des masques dans les services est une question récurrente depuis le début de l'épidémie. Nous nous sommes battus pour leur obtention. Le Directeur sur cette question parle d'une « contrainte de rareté », un bel euphémisme de ce que, nous, nous nommons : incompetence, amateurisme, manque d'anticipation des plus hautes autorités de l'état. Il faut savoir que la consommation de masques est de 25 à 30 millions d'unités par semaine en France et bien entendu les stocks sont maigres et les importations tardives, ne suffisent pas !! On assiste néanmoins, après théorisation, du sommet de l'état jusque dans la cellule de crise de l'EPSM, de l'inutilité du port du masque, à un retournement : le masque pourrait devenir obligatoire !! quand il y en aura !! Aujourd'hui l'établissement utilise 10 000 masques/semaine avec un stock de 12000, une semaine d'avance !! C'est le GHT, en l'occurrence le CHU (hôpital pilote) qui octroie les stocks de masques, donc incertitude sur les livraisons... Encore une fois le personnel devra se manifester s'il y avait rupture ou oubli !!

**MASQUES ET SERVICES TECHNIQUES** : Contre l'avis de la Directrice des soins et de la Direction, la CGT demande avec insistance que les services techniques aient un stock de masques pour leurs déplacements dans les services de soins. La CGT continue à soutenir cette demande et intervient encore auprès de la direction, si pas d'aboutissement prochain, nous envisagerons avec les personnels une action plus forte. Syndicat CGT de l'Etablissement Public en Santé Mentale de Caen – 15 ter rue Saint Ouen 14012 CAEN Téléphone : 02.31.30.80.43 ligne directe (interne poste 8043) – Fax : 02.31.30.50.55 – Mail : cgtchscaen@gmail.com - Site : <http://epsmaen.reference-syndicale.fr> – Facebook : CGTEPSMCAEN

**MASQUES ALTERNATIFS** : Quand ils seront dans l'établissement, ils seraient mis à disposition des personnels n'ayant pas de contact direct avec les patients. Ces masques, pour certains, seraient efficaces à 80 voire 90%. Ils devront être testés avant distribution.

**JAMET 3: EQUIPE EN SOUFFRANCE**. C'est avec cette affirmation que la CGT a ouvert le débat sur le sujet. L'équipe soignante de Jamet 3 est en difficulté, 2 soignants sont infectés Covid-19, un 3ème en attente de résultat. Par ailleurs les agents de ce service ont des difficultés à bénéficier des AAP, par contre certains agents se voient imposer fériés ou RTT, d'autres doivent revenir sur les vacances d'avril et beaucoup sont en arrêt maladie... Sur cette question, l'opinion de la Directrice des soins et de la Direction est diamétralement opposée à la nôtre : pas de service en souffrance, certes la situation n'est pas simple mais sous contrôle ! A la question sur les tests et leur utilisation de façon large, la réponse de la Directrice des soins est imparable: il n'y a pas de test pour tous les agents. Circulez !! Sur la question des vestiaires mutualisés dont la CGT a souligné, à maintes reprises, l'incohérence aggravée en situation d'épidémie covid-19, là aussi la Direction demeure inflexible : elle ne fera pas machine arrière ... La Direction des soins, comme la

DG demeurent sur leurs certitudes. Ils et elles seront tenuEs pour responsables pour d'éventuels dommages ou accidents subits par les personnels. La question du ménage à Jamet 3 : La présence du covid -19 à Jamet 3 est une certitude. Un certain nombre de patients sont confinés. 2 soignants sont Covid+ et un 3eme en attente de résultat. Le nettoyage et la désinfection quotidienne du service s'avère hautement nécessaire. Un groupe d'agents du service ménage assure cette tâche. Ce groupe se déplace d'étage en étage augmentant ainsi le risque toujours possible d'une migration du virus. La CGT a fait la proposition de dédier 1 agent de l'équipe ménage par service pour limiter ce risque. La Direction s'oppose à notre proposition et reste inflexible sur le dispositif qu'elle a choisi. Pour la Direction, une bonne politique des mesures barrières est suffisante.

**En guise de conclusion provisoire** : Un CHSCT nécessaire qui a permis d'inscrire dans l'institutionnel les situations difficiles rencontrées par les équipe de travail de l'établissement. Beaucoup de réponses données par la Direction restent nettement insuffisantes. Pour certaines d'entre elles, elles sont contraintes par l'incurie des responsables politiques, d'autre réponses sont plus liées à un certain entêtement ... Il est regrettable que l'écoute des agents, de leurs suggestions voire leur souffrance au travail ne soient pas encore entendues. D'autres CHSCT vont suivre, si nous nous trouvons dans des situations de blocage notre syndicat n'hésiterait pas à aller vers des actions, avec les personnels, pour faire aboutir des solutions. Pour finir : La CGT a fait voter le principe du mandatement d'un cabinet d'avocat pour répondre aux questions juridiques qui ne manqueront pas de surgir au sein du CHSCT en lien avec ses missions et son fonctionnement.

17 Avril 2020

## NOUVELLE AQUITAINE : PÉDOPSYCHIATRIE

Pour une pédopsychiatrie revitalisée :

*l'article*

<https://printempsdelapsychiatrie.org/>

## L'information en vidéo

tout ce que vous avez voulu savoir sur la destruction de l'hôpital public : [la vidéo](#)

la grande braderie : [lavideo](#)

jusqu'à l'asphyxie : [lavideo](#)

## Culture et santé :

UN MAGNIFIQUE TÉMOIGNAGE ET UN MANIFESTE HAUT EN COULEUR

# DU PERSONNEL DU CENTRE Françoise GREMY

[lavidéo](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



## COORDINATION NATIONALE

### des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

*(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)*

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

**Tél : 09 67 04 55 15**

**SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025**

**Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146**

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : [cda12550@coordination-defense-sante.org](mailto:cda12550@coordination-defense-sante.org)

**Présidente** : Michèle LEFLON [michele.leflon@orange.fr](mailto:michele.leflon@orange.fr)

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

**Vice-Présidente** : Rosine LEVERRIER [boudchoum@wanadoo.fr](mailto:boudchoum@wanadoo.fr)

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02